

DOMAINES

Droit international public

Droit international économique

Business & Human Rights

Devoir de vigilance

Responsabilité des EMN

Droit des étrangers

Droit d'asile

Anti-corruption

Compliance

Droit OHADA

LANGUES

Français  Natif

Anglais  Intermédiaire

FORMATION

● **CAPA** Jan. 2023 – Oct. 2024
EFB – Barreau de Paris

● **Doctorat en droit public** Sept. 2015 – Nov. 2022
Université Paris 8 Vincennes Saint-Denis
Dir. Prof. L. Dubin
Le statut des entreprises multinationales en droit international économique contemporain

● **Centre d'étude et de recherche** Août – Sept. 2019
Académie de droit international de La Haye
Boursier · Extraterritorialité en droit international

● **Cours d'hiver – BHR** Janv. 2020
Asser Institute, La Haye
Boursier · Diligence raisonnable

● **Cours d'été – DIP** Juill. 2016

ENSEIGNEMENT & RECHERCHE

● **Enseignant vacataire** Nov. 2024 – Janv. 2026
Université de Lomé
Lomé, Togo · TD : droit constitutionnel

● **ATER** Sept. 2022 – Août 2024
Université Sorbonne Nouvelle
Paris
– CM : Droit européen de l'environnement (M1)
– CM : Introduction au droit public, systèmes politiques comparés, culture juridique (L3)
– TD : Culture juridique (L1)

● **Enseignant vacataire** Févr. – Août 2022
Université Sorbonne Paris Nord
Villetaneuse
– TD DIP / Relations internationales, Pr. C. Fabregoule (L1)
– TD Droit international public, Pr. J. Cazala (L3)

● **Enseignant vacataire** Sept. 2021 – Août 2022
Université Paris Panthéon-Sorbonne
Paris
– TD Droit international économique, Pr. H. Ascensio (M1)
– TD DIP / Relations internationales, Pr. L. Dubin (L1)

● **Doctorant contractuel** Sept. 2015 – Oct. 2018
Université Paris 8 Vincennes
Paris · Mission de recherche, organisation de colloques et conférences

EXPÉRIENCES PROFESSIONNELLES

● **Avocat fondateur** Depuis févr. 2025
Cabinet Assogba – Barreau de Paris
11 boulevard Sébastopol, 75001 Paris
Droit des étrangers & asile · Business & Human Rights · Devoir de vigilance · Anti-corruption & compliance

● **Juriste droit des affaires** Avr. – Sept. 2025
SCP Toble et associés
Lomé, Togo

● **Juriste chargé d'éligibilité** Févr. – Mars 2025
Coordination nationale d'assistance aux réfugiés
Lomé, Togo · Enregistrement et évaluation de réfugiés (Dapaong, frontière Burkina Faso)

CENTRES D'INTÉRÊT

Basketball · Littérature · Course à pied

Séjours académiques : Pays-Bas, Royaume-Uni (Birmingham & Worthing), Suisse, Italie

● Juriste stagiaire – Stage final CAPA

Janv. – Juin 2024

Ashurst LLP

Paris · Compliance, AML, sanctions économiques, lutte anti-corruption

● Consultant Business & Human Rights

Févr. – Sept. 2022

Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme

Paris · Rapport sur la mise en œuvre du pilier II des UNGP par les entreprises françaises

● Juriste BHR – DG Trésor (Bercy)

Sept. 2016 – Févr. 2017

Point de contact national pour les Principes de l'OCDE

Paris · Organisation réunion annuelle PCN · Revues par les pairs (PCN Italien, PCN Français)

PUBLICATIONS SCIENTIFIQUES

CONTRIBUTION À OUVRAGE COLLECTIF

- « L'extraterritorialité comme outil de politique extérieure », in H. Buxbaum, T. Fleury Graff (dir.), *Extraterritoriality*, The Hague Academy of International Law, Brill Nijhoff, 2022, pp. 253-314.

ACTES DE COLLOQUE

- « La compétence internationale de l'État à l'épreuve de la responsabilité des entreprises multinationales », Actes de la demi-journée SFDI de Saint-Denis, 15 avril 2016, 2018.

ARTICLES & COMMENTAIRES

- « Protection renforcée du citoyen de l'Union européenne : inapplicabilité de la dérogation pénale et liberté de la preuve de résidence », commentaire sous CE, 2 févr. 2026, n°507674, *Dalloz Actualité*, 6 mars 2026.
- « La régulation du discours climatosceptique à la télévision », commentaire sous CE, 6 novembre 2025, n°497471, *Revue des droits de l'homme* [En ligne], Actualités Droits-Libertés, 03 mars 2026.
- « Le PCN Français : Un Dispositif de Contrôle des Territoires d'Afrique Noire Francophone », in A. Duval, M. Plagis (dir.), *Delocalized Justice*, Afronomicslaw, Symposium Posts, octobre 2021 [en ligne].

À PARAÎTRE

- « Le devoir de vigilance numérique lié aux coupures d'internet pour des motifs politiques : réflexion à partir du cas du Groupe Vivendi », *Journal du Droit Transnational*.